

Monsieur le Président,

Le sujet choisi pour votre rencontre ne pouvait guère être plus opportun. Les ondes de choc créées par la nouvelle politique économique annoncée par le président Nixon en août dernier ont perdu de leur ampleur. Le monde a pu s'y adapter, au moins pour le moment. Un affrontement calculé a suscité un réalignement bien nécessaire des valeurs monétaires mondiales, réalignement qui profite de manière égale aux États-Unis et au Canada, car, pratiquant le commerce dans l'ensemble du monde avec un dollar librement flottant, nous partageons avec vous les désavantages liés à la sous-évaluation de certaines des autres monnaies mondiales. Le système monétaire fonctionne maintenant de façon plus efficace; c'est le régime du commerce qui continue de susciter des inquiétudes. Où que l'on porte ses regards dans le monde d'aujourd'hui, on aperçoit les signes du protectionnisme et d'autres formes du nationalisme économique.

Votre propre pays ne fait pas exception. La surtaxe de 10% est un pari qui a réussi, et elle a été abandonnée lorsque son objet à court terme fut atteint. Mais la semaine dernière encore, votre Congrès adoptait la législation dite DISC, que votre gouvernement décrit comme une mesure de taxation, mais qui est universellement reconnue comme un moyen de décourager les investissements américains à l'étranger et de mettre en meilleure position les exportations américaines sur les marchés extérieurs. Le Foreign Trade and Investment Act, qui est généralement connu sous le nom de projet de loi Hartke-Burke et qui est maintenant devant le Congrès, imposerait des contingents à l'égard d'une grande diversité d'importations. Je suis très heureux de constater que l'Administration et d'autres autorités se sont prononcées très fortement contre cette loi.

Les arguments utilisés pour justifier ces mesures sont bien connus. La législation DISC ne fait que contrebalancer, dit-on, les avantages fiscaux que les sociétés étrangères obtiennent de leurs propres gouvernements, en Europe notamment, mais non, je dois le préciser, au Canada. Puisque d'autres pays établissent des contingents ou des interdictions à l'égard des exportations américaines, pourquoi les États-Unis n'en feraient-ils pas autant? L'ennui, c'est que d'autres pays se servent d'arguments analogues pour justifier leur nationalisme économique. Nous entrons alors dans un cercle vicieux.

Du point de vue de Sirius, la chose est absurde, car chacun se retrouve plus pauvre qu'il n'a besoin de l'être. Mais il n'y a pas d'États sur Sirius. Les humains eux, sont les ressortissants d'un État ou d'un autre et agissent dans un cadre national.

Dans cette mesure au moins, nous sommes tous nationalistes.

Cela peut paraître évident, mais il est très difficile,